

**Établissement support du GHT Haute-Bretagne
2 rue Henri Le Guilloux - 35033 Rennes cedex 9**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)
(Commun à tous les lots)**

MARCHÉS PUBLICS DE SERVICES

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'Offres Ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique

Procédure N°GHT 2024-12

**MAINTENANCE DES INSTALLATIONS HAUTE (HTA) ET BASSE TENSION (BT)
DANS LES ETABLISSEMENTS PARTIES DU GHT HAUTE-BRETAGNE**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	SITES - DESCRIPTION DES ÉQUIPEMENTS	3
1.1	Localisation des prestations	3
1.2	Matériels équipements à maintenir	3
1.3	Outils de maintenance et diagnostic	3
1.4	Qualification des intervenants	3
1.5	Pièces détachées nécessaires à la maintenance	3
ARTICLE 2 -	DÉFINITION ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
2.1	Sécurité plan de prévention	4
2.2	Prestations forfaitaires relevant de la part prévisible : maintenance préventive, maintenance corrective, astreinte et formation	4
2.2.1	Objectifs de la maintenance préventive	4
2.2.2	Consignes / Gammes pour la maintenance préventive	4
	CONTRAINTES PARTICULIERES en complément des gammes de maintenance constructeur.	5
2.2.3	Durée des interventions préventives (interventions programmées)	5
2.2.4	Maintenance corrective	5
2.2.5	Délai de rétablissement du service	6
2.2.6	Formation des Electriciens de chaque établissement	6
2.3	Prestations hors forfaits relevant de la part non programmable – mise en conformité et améliorations, études ou expertises, fourniture des pièces de rechange, déplacement du technicien et main d'œuvre à l'occasion d'une seconde intervention réalisée dans la continuité de la première intervention d'astreinte dans le cadre de la maintenance corrective	7
2.4	Vérifications	7
2.5	Périodicité / planning	8
2.6	Outillage	8
2.7	- Qualité des prestations	8
ARTICLE 3 -	DOCUMENTS D'INTERVENTION (LIVRABLES) ET GESTION	9
3.1	Documents d'intervention	9
3.2	Réunions	9
3.3	Calendrier prévisionnel des interventions et horaires	9
3.4	Rapport d'intervention	9
3.5	Fiches de manœuvre	10
3.6	Rapport d'évaluation technique annuel	10
ARTICLE 4 -	GARANTIE	10

ARTICLE 1 - SITES - DESCRIPTION DES ÉQUIPEMENTS

1.1 Localisation des prestations

La présente consultation porte sur la maintenance des installations hautes et basses tensions des établissements partie du GHT Haute-Bretagne suivants :

- Le CHU de Rennes (lot 1),
- Le CH de Brocéliande (lot 2),
- Le CH de Fougères (lot 3),
- Le CH des Marches de Bretagne (lot 4),
- Le CH de La Roche aux Fées (lot 5),
- Le CH de Vitré (lot 6),
- Le CH de Redon (lot 7),
- Le CH de La Guerche de Bretagne (lot 8).

Le présent CCTP est commun à tous les lots.

1.2 Matériels équipements à maintenir

Le présent marché a pour objet l'exécution des prestations de maintenance préventive et corrective constructeur imposées par la législation et nécessaires au bon fonctionnement et à l'optimisation des installations suivantes :

- ✓ Distribution HTA (« cellules »)
- ✓ BTA (« Disjoncteurs Ouverts »)
- ✓ Transformateurs

L'inventaire exhaustif des équipements figure en annexes du présent CCTP.

1.3 Outils de maintenance et diagnostic

Le mémoire technique du titulaire détaille les outils de diagnostic HTA et BT ainsi que la méthodologie qui servent à détecter les phénomènes d'effluves, la dégradation des fusibles HTA, à vérifier le réglage des pinces des disjoncteurs BT (tous ces points sont listés dans les annexes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 au CCTP, correspondant aux inventaires pour chaque lot).

1.4 Qualification des intervenants

Le cadre de réponse technique précise la liste du personnel dédié au marché. Le mémoire technique du titulaire comprend les attestations de formation (constructeur) du personnel dédié au marché.

1.5 Pièces détachées nécessaires à la maintenance

Le titulaire justifie dans son offre de sa capacité à respecter ses engagements par la fourniture d'une liste exhaustive des pièces d'origine disponibles sur l'ensemble des équipements de l'inventaire tel que détaillé à l'annexe 2 du CCTP pour les lots concernés par cette annexe.

Le titulaire s'engage à ce que la liste de pièces (annexe 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du CCTP) soit disponible **sous 2 heures d'horloge**, à partir du diagnostic (qui s'est fait soit par téléphone soit à la suite du déplacement du technicien pendant son astreinte). Le mémoire technique du titulaire détaille les moyens mis en œuvre.

ARTICLE 2 - DÉFINITION ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le Titulaire déclare être parfaitement informé de la configuration des systèmes de gestion technique des bâtiments et de la nature des équipements et des matériels dont il assure la maintenance. Le personnel du titulaire doit être formé à l'utilisation des systèmes.

2.1 Sécurité plan de prévention

Le titulaire doit rédiger un plan de prévention en application du Code du Travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Ce plan de prévention doit être signé par les 2 parties, lors de la visite de prise en charge des installations. Si toutefois des éléments venaient à manquer, celui-ci pourrait être finalisé au plus tard avant la première intervention de maintenance.

Chaque intervenant doit être en possession d'une copie du plan de prévention.

Avant chaque intervention, le technicien de l'entreprise doit s'adresser à l'interlocuteur de l'établissement.

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que ces consignes soient parfaitement connues des intéressés.

Il doit informer sans retard l'interlocuteur de l'établissement de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations ou de mettre en cause la sécurité des installations.

2.2 Prestations forfaitaires relevant de la part prévisible : maintenance préventive, maintenance corrective, astreinte et formation

2.2.1 Objectifs de la maintenance préventive

Les visites et interventions de maintenance ont pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

2.2.2 Consignes / Gammes pour la maintenance préventive

Les opérations de maintenance doivent respecter les consignes et les procédures d'entretien fixées par le constructeur des appareils maintenus. Au vu de la périodicité, cette gamme est réalisée une seule fois par équipement durant le marché. L'année de réalisation est précisée à l'annexe 1 du présent acte d'engagement.

- ✓ Chaque équipement figurant dans l'inventaire fait l'objet d'une gamme de maintenance qui lui est propre.
- ✓ Le titulaire du contrat doit fournir à chaque établissement ces gammes de maintenance (une gamme de maintenance par référence d'équipement) au format PDF dans son offre.

Dans celle-ci figure (non limitatif) :

- ✓ La liste des équipements par référence GMAO propre à chaque établissement (si existant) à laquelle s'applique la gamme.
- ✓ Une notice technique détaillée établie par le constructeur portant sur sa description, ses caractéristiques et le repérage de ses bornes éventuelles.
- ✓ La liste détaillée et chronologique des opérations à effectuer pendant la maintenance préventive.
- ✓ La nomenclature du kit de maintenance détaillant le consommable et les pièces nécessaires à la maintenance constructeur.
- ✓ Le temps d'intervention estimé.
- ✓ La gamme de maintenance comprend aussi le remplacement des fusibles des cellules HTA, le titulaire doit donc prendre toutes les mesures nécessaires pour ce faire.
- ✓ Le kit de maintenance des équipements est inclus dans la prestation forfaitaire. Le mémoire technique du titulaire indique le contenu de ces kits par type d'équipement.

Les gammes peuvent évoluer qualitativement sur la durée du contrat (correction du temps par exemple).

Le titulaire s'engage à les tenir à jour en fonction des conditions d'intervention propre à chaque établissement, s'il l'estime nécessaire, et avec l'accord de chaque établissement.

CONTRAINTES PARTICULIERES en complément des gammes de maintenance constructeur.

- « Transformateurs à huile » : une attention particulière est apportée sur le contrôle et l'état de fonctionnement du relais de protection. L'analyse d'huile nécessaire à la caractérisation de l'état complet du transformateur (y compris souffre corrosif) est effectuée par un laboratoire agréé.
- Disjoncteur BT : la fin de maintenance, avant remise en fonctionnement, est validée par des tests de déclenchement (injection de courant). Le résultat de ces tests devant être conformes aux caractéristiques constructeur.
- Cellules HTA : la maintenance préventive des cellules selon les gammes de maintenance constructeur doit être validée, en ce qui concerne les disjoncteurs HTA, par un contrôle de la boucle de mesure et notamment des relais de protection (inventaire en annexe 1 du présent CCTP). Des tests de déclenchement par injection de courant sont donc effectués avant la remise en service, le résultat de ces tests devant être conformes aux caractéristiques constructeur et au plan de protection de chaque établissement. Le titulaire doit formaliser sous forme de Protocole, les interactions nécessaires et le phasage des actions, de ces tests et notamment en ce qui concerne ERDF pour les « C13-100 » (Principe de réaction et de fonctionnement sous forme de synoptique).

Le Titulaire prévoit pour chaque poste (Interrupteurs de boucle) de tester les dispositifs de détection de « défaut Homopolaire » (« Bardins ») en injectant un courant au niveau de chaque tore et vérifiant que les seuils de détections correspondent aux réglages.

2.2.3 Durée des interventions préventives (interventions programmées)

La durée des interventions doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement de l'établissement.

Le titulaire doit respecter les temps d'intervention indiqués sur les gammes de maintenance préventives (Cf. article 2.2.2 du présent CCTP).

Dans le cas de dépassement, le titulaire doit expliquer ce décalage sur son rapport d'intervention et éventuellement corriger le temps estimé sur les gammes de maintenance.

2.2.4 Maintenance corrective

La maintenance corrective a pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels et équipements à la suite d'une défaillance. Le technicien remet le matériel en fonctionnement.

Une astreinte est mise en place par le titulaire. Celle-ci est joignable au téléphone pour l'ensemble des équipements technique, **24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.**

L'objectif de cette astreinte est de remédier aux dysfonctionnements des équipements constatés par l'établissement partie.

En cas de difficultés majeures et ne pouvant être résolues par la permanence téléphonique, si une intervention s'avère nécessaire, le début d'intervention doit se faire sous **4 heures** d'horloge maximum sur l'ensemble des équipements de l'inventaire dû (24h/24 et 7 jours sur 7), à compter de l'appel.

Lot 6 : CH de Vitré

Concernant le lot 6, pour le CH de Vitré en cas de difficultés majeures et ne pouvant être résolues par la permanence téléphonique, si une intervention s'avère nécessaire celle-ci se fait sous **2 heures** d'horloge maximum sur l'ensemble des équipements de l'inventaire dû (24h/24 et 7 jours sur 7), à compter de l'appel.

Les soumissionnaires sont tenus de respecter cette prescription. A défaut, les offres seront déclarées irrégulières.

Les demandes d'interventions sur site sont déclenchées à compter de l'appel. Le mode de déclenchement de l'astreinte est défini en début de marché. Dans ce cadre, les soumissionnaires décriront dans leurs offres les détails du mode opératoire du déclenchement de l'intervention (ex : ligne téléphonique dédié avec accusé de réception par SMS ou mail), et ces modalités seront validés avec les titulaires en début de marché.

Le matériel de diagnostic nécessaire lors de l'intervention doit être disponible sous 1 heure à compter de l'arrivée du technicien (ex : matériel d'injection).

La prestation d'astreinte comprend :

- La mise en place de l'astreinte,
- L'engagement d'intervention sur site sous 4 heures (ou 2 h pour le lot 6 CH de Vitré) (24h/24 et 7 jours sur 7) après appel,
- Le déplacement du technicien pour sa première intervention lors de chaque dysfonctionnement,
- Le diagnostic du technicien,
- La main d'œuvre du dépannage pour la première intervention lors de chaque dysfonctionnement,
- Les petites fournitures consommables,
- Le transport des pièces de rechange listées au bordereau des prix hors forfait qui doivent être disponible **sous 2 heures d'horloge**, à partir du diagnostic (qui s'est fait soit par téléphone soit à la suite du déplacement du technicien pendant son astreinte).

La prestation d'astreinte ne comprend pas la fourniture des pièces de rechange (voir article 2.3 ci-après).

2.2.5 Délai de rétablissement du service

Le titulaire s'engage au rétablissement normal du service dans **un délai de 8 heures d'horloge à partir de l'appel informant le titulaire du défaut.**

Lorsque le titulaire prévoit que le délai réel de rétablissement du service dépasse la durée prévue au marché, il en informe l'établissement et définit avec lui les moyens à mettre en œuvre pour pallier à cette carence.

Si le titulaire est contraint de prendre des mesures d'urgence pour mettre hors service une ou plusieurs installations ou pour faire fonctionner une ou plusieurs installations en mode dégradé, il doit informer immédiatement l'établissement concerné en lui précisant les délais à prévoir pour remettre en état de fonctionnement la ou les installations et en précisant les risques induits par cette situation.

2.2.6 Formation des Electriciens de chaque établissement

Le titulaire doit mettre en place une journée de formation par an dès la première année du marché.

Ces journées de formation sont à destination du personnel technique de chaque établissement, afin que ce dernier améliore ses connaissances du matériel en place, ainsi que sa performance dans la maintenance de premier niveau. Chaque journée de formation sera réalisée sur site.

Le nombre d'agents hospitaliers participant à chaque journée sera au maximum de 6.

Le niveau de connaissance des agents hospitaliers n'est pas obligatoirement homogène.

Les thématiques abordées lors de ces journées sont fixées lors de l'exécution du marché.

Le titulaire fournit les supports (format papiers et pdf) ainsi que les différents éléments permettant la formation.

Les thèmes abordés sont validés en début de chaque année.

Pour exemple de sujets:

- Formation exploitation/ maintenance cellules FBX, F500 ;
- Formation aux principes de sélectivité du site (ampéremétrie, chronométrie, changement de groupes de réglage) ;
- Formation sur le matériel technique (MICOM, SEPAM logiciel de programmation, mécanisme...) sera à la charge du titulaire du marché.

Les frais liés à la présence du formateur (hôtel, restauration, déplacement) sont à la charge de titulaire.

2.3 Prestations hors forfaits relevant de la part non programmable – mise en conformité et améliorations, études ou expertises, fourniture des pièces de rechange, déplacement du technicien et main d'œuvre à l'occasion d'une seconde intervention réalisée dans la continuité de la première intervention d'astreinte dans le cadre de la maintenance corrective

Il s'agit de prestations de mise en conformité et d'améliorations. Elles concernent également les prestations d'études ou d'expertises.

Elles sont effectuées soit :

- A la demande de l'établissement ;
- Et/ou sur proposition d'intervention du titulaire lors de ses visites systématiques de maintenance préventive ou corrective.

Le titulaire formule des propositions d'intervention autres que celles forfaitaires liées au contrat, en indiquant les conséquences que pourrait entraîner une décision négative de l'établissement. En outre, il formule des propositions d'amélioration.

Il est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toute non conformité des équipements ou installations, à la réglementation en vigueur.

Les prestations hors-forfait comportent également la fourniture des pièces de rechanges, le déplacement du technicien et la main d'œuvre à l'occasion d'une seconde intervention réalisée dans la continuité de la première intervention d'astreinte dans le cadre de la maintenance corrective.

Les délais d'interventions et de rétablissement sont identiques à ceux de la part forfaitaire (Cf. articles 2.2.4 et 2.2.5 ci-avant).

Ces interventions sont programmées en accord avec l'établissement. Elles font l'objet d'un bon de commande établi au vu d'un devis réalisé par le titulaire.

Les pièces nécessaires à la maintenance corrective sont commandées par le titulaire qui fournit ses factures d'achat auquel il est appliqué un coefficient défini à l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Toute pièce remplacée est neuve, sauf accord écrit entre les parties.

Le titulaire peut proposer à l'établissement, ou ce dernier peut demander au titulaire, la réparation des pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement.

La réparation n'est envisagée que si son coût est nettement inférieur à celui d'une pièce neuve. C'est l'établissement qui prend la décision de la réparation.

Récupération (échange Standard)

Le titulaire peut proposer à l'établissement, ou cette dernière demander au titulaire, l'utilisation de pièces de récupération en lieu et place de leur remplacement par des pièces neuves (en cas de problème d'obsolescence du matériel uniquement).

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matériels consommables indispensables à un fonctionnement correct sont celles préconisées par le constructeur.

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation sont remplacés par des composants homologués comparables.

2.4 Vérifications

Les établissements parties se réservent la possibilité de réaliser ou faire réaliser par un tiers, des opérations de vérifications à l'occasion des interventions du titulaire.

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur les points suivants :

- La quantité et la qualité (art 2.7 du CCTP) des prestations exécutées ;
- L'état des installations et des locaux entretenus ;
- La qualification et l'effectif du personnel de maintenance du titulaire.

Le titulaire ou son représentant est présent lors des opérations de vérification.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné.

L'établissement peut faire reprendre, par le titulaire, l'anomalie constatée avant remise en service.

Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du titulaire, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies au CCAP.

2.5 Périodicité / planning

Chaque équipement (figurant aux inventaires dans les annexes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du CCTP) fait l'objet d'une opération de maintenance préventive "constructeur" sur la durée du contrat. Le planning des interventions fait en sorte de répondre à la répartition des interventions conformément au bordereau des prix : Environ 25% du parc est maintenu chaque année pour le CHU de Rennes et pour les établissements parties le planning de maintenance varie d'une année à l'autre conformément à l'échelonnement proposé.

Le titulaire assure les visites de maintenance préventive selon le planning défini contradictoirement en début de contrat sous 15 jours calendaires maximum à compter de la réunion de lancement (Voir article 3.3 du présent CCTP).

Celles-ci se font toujours après concertation et accord du responsable technique électricien concerné.

L'inventaire en annexe 1 précise pour chaque équipement les « plages horaires » d'intervention (cette information peut être amenée à évoluer).

2.6 Outillage

Le Titulaire est tenu d'utiliser son propre outillage, son matériel et être en possession de l'outillage spécifique relatif à l'installation, pour exécuter les prestations qui lui sont demandées.

2.7 - Qualité des prestations

Le titulaire doit :

- Exécuter les prestations définies au C.C.T.P.,
- Se conformer aux prescriptions des constructeurs et/ou installateurs, indiquant en particulier les détails des travaux d'entretien et leur périodicité,
- Il propose à cet effet un planning des opérations programmées qu'il soumet pour approbation à l'établissement. Il s'engage à faire intégralement son affaire du maintien en parfait état de service des installations, de façon à garantir la continuité, la sécurité du service et le maintien des performances des installations.

Le titulaire est seul responsable de l'organisation du travail, de la discipline, du respect des consignes, du respect des règles de l'art, de la qualité de ses prestations, et de l'efficacité de son personnel, et d'une manière générale de la fourniture et de l'usage, de tous les moyens qu'il met en œuvre conformément à la réglementation en vigueur pour accomplir ses prestations.

Le titulaire est tenu d'atténuer au maximum les gênes occasionnées par les opérations de maintenance. En particulier il portera la plus grande attention aux odeurs, bruits, fumées, poussières, ...

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les locaux et équipements dont il a la charge en état normal d'entretien et de fonctionnement.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS D'INTERVENTION (LIVRABLES) ET GESTION

3.1 Documents d'intervention

Tous les documents techniques disponibles sont mis à la disposition du titulaire.

Cette documentation reste la propriété de l'établissement et n'est utilisée par le titulaire qu'à seule fin d'exécution du présent marché. Elle est mise à jour par ses soins en cas de modification des appareils ou équipements consécutive à ses interventions.

Le titulaire s'engage, lorsque la GMAO de l'établissement le permet à gérer les demandes d'interventions par cet outil.

3.2 Réunions

Afin d'assurer le parfait suivi de l'exécution du marché, un certain nombre de réunions sont organisées :

- Réunion de lancement de marché (1^{er} mois) et Réunion de bilan annuel

Le compte-rendu est envoyé par courriel à l'interlocuteur de chaque établissement dans les 48 heures ouvrées qui suivent la réunion, sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues au CCAP.

3.3 Calendrier prévisionnel des interventions et horaires

Le titulaire assure les visites de maintenance préventive selon le planning défini contradictoirement en début de contrat sous 15 jours calendaires maximum à compter de la réunion de lancement.

Le planning sur la durée du contrat peut être amené à évoluer. La mise à jour est effectuée par le titulaire, à chaque modification, un exemplaire est envoyé au format PDF par courriel au responsable technique de chaque établissement.

Les modifications de planning se font toujours après concertation et accord de l'interlocuteur de l'établissement concerné, avec un préavis minimum de 15 jours ouvrés sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues au CCAP.

Toutes les visites de maintenance préventive sont effectuées aux heures normales de travail entre 8h00 et 19h00, du lundi matin au samedi soir.

Si l'établissement l'exige, le titulaire peut effectuer ces visites en dehors des périodes précédemment mentionnées.

3.4 Rapport d'intervention

Après chaque intervention, le titulaire doit procéder à l'établissement d'un rapport d'intervention (par « poste HTA ») indiquant par équipement :

- ✓ Le numéro « GMAO propre à l'établissement »,
- ✓ Les références « constructeur » de l'équipement, le nom du constructeur,
- ✓ La date d'intervention, l'heure d'arrivée, de départ,
- ✓ La nature de l'opération,
- ✓ Le type de Maintenance effectuée (**référence à la gamme de maintenance si intervention forfaitaire**),
- ✓ La nature du travail exécuté,
- ✓ Les éventuelles dégradations ou les incidents constatés et les mesures correctrices,
- ✓ Les pièces remplacées,
- ✓ Observations et préconisations utiles,
- ✓ Le nom de l'intervenant et sa signature.

Cette fiche attestant de la réalité du service effectué et de la bonne exécution des prestations sera impérativement visée par la personne technique désignée de l'établissement, un exemplaire sera joint au cahier d'entretien relatif à l'équipement concerné.

Le titulaire fait parvenir sous 2 semaines à compter de l'intervention par courriel ou autre support informatique ce même rapport d'intervention sous format dématérialisé.

3.5 Fiches de manœuvre

Le titulaire fournit une fiche de manœuvre par équipement (cf. Inventaire annexe 1 au CCTP) au format informatique (PDF).

La documentation remise reste la propriété de l'établissement. Elle n'est utilisée par le titulaire qu'à seule fin d'exécution du présent contrat.

3.6 Rapport d'évaluation technique annuel

Un modèle de rapport des prestations exécutées durant les visites d'entretien et leur périodicité, est soumis par le titulaire, à l'établissement, pour accord préalable, dans le mois qui suit la notification du marché.

Ce rapport détaillé sous forme de tableau est fourni en fin d'année par installation et par bâtiment. Il met en évidence :

- Les anomalies constatées,
- Les installations et appareils les plus sujets à incidents,
- Les pièces changées ou échangées,
- L'état d'usure des pièces,
- Préconisations d'améliorations,
- Interventions ultérieures à prévoir.

Sont joints à ce rapport :

- La copie des rapports de service faisant état des prestations réalisées,
- Les anomalies constatées avec les améliorations proposées en fonction des besoins.

ARTICLE 4 - GARANTIE

Le matériel et les pièces fournies par le titulaire sont garantis au minimum une année à compter de la date de signature du compte rendu d'intervention.